

Spécial
négó 2010

La vie de MON SYNDICAT

« Les mots justes trouvés au bon moment sont de l'action », Hannah ARENDHT

Dans ce numéro :

Une négó aux multiples enjeux	2-4
Ce qui a changé dans la profession...	4
Pour plus d'informations sur l'actualité de la négó 2010	5
Important : compter du lundi 2 mars 2009	5
Un 5 à 7 des non-permanent-e-s	5
Pour le 8 mars 2009	6
... et pour les mères étudiantes du collège	6
Un autre monde est nécessaire!	7-8

À l'agenda à
venir

Assemblée générale sur
les ententes prélabiles
2009-2010
Le mardi 3 mars
11h30
F-1770
(local syndical)

La route vers une prochaine convention collective

NÉGO 2010 ➔

Les conventions collectives naissent bien avant leur signature... ou leur décret...

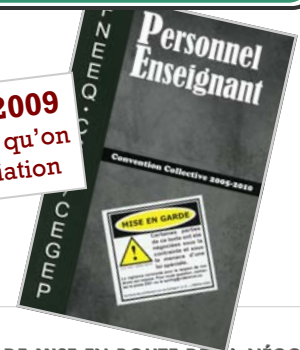
Avant même que les parties syndicales et patronales s'assoient aux tables de négociation, se met en place tout un processus visant, de part et d'autre, à identifier les enjeux qui guideront les demandes et les stratégies de négociation.

Notre convention collective 2005-2010, en partie décrétée le 16 décembre 2005 sous le coup de la loi 43, viendra à échéance en 2010. En préparation de cette date, en décembre dernier, les syndicats FNEEQ nommaient les membres du *Comité de négociation et de mobilisation* qui aura à siéger et à débattre de nos demandes aux tables de négociation avec la partie patronale. Ce que nos représentant-e-s soumettront à la négociation se regroupe en un « cahier de demandes », né d'un consensus établi auprès de l'ensemble des syndicats.

Aujourd'hui, nous en sommes à l'étape de la mise en place de ce cahier, et c'est par une vaste tournée de tous les syndicats de la FNEEQ qu'est entreprise une consultation visant à prendre le pouls de assemblées quant aux priorités qu'il conviendra de cibler. Le résultat de la consultation permettra l'écriture d'un projet de demandes qui sera soumis aux assemblées générales à l'automne.

Votre contribution à pareille consultation n'est pas seulement souhaitée : elle est attendue. Celles et ceux que le Comité veut entendre dans sa tournée, ce ne sont pas les exécutifs, mais bien les membres issus de tous les départements. C'est la raison pour laquelle nous avons démarré, le 19 fé-

Étape 1 — 19 mars 2009
Une consultation sur ce qu'on
attend de cette négociation



CALENDRIER DE MISE EN ROUTE DE LA NÉGO

(tel qu'établi lors du regroupement cégep des 29-30 janvier dernier)

De mi-février à fin mars 2009 — Tournée de consultation des membres des syndicats par le Comité de négociation et de mobilisation de la FNEEQ. **Date de son passage à François-Xavier-Garneau : le jeudi 19 mars 2009.**

Du 19 février au 19 mars 2009 — Consultation des départements du collège par le biais des délégué-e-s du conseil syndical avec retour de consultation le 19 mars (ouvert à tous).

26 et 27 mars 2009 — Regroupement-Cegep sur les enjeux de la négociation actuelle.

14 et 15 mai 2009 — Regroupement-Cegep autour de l'analyse sectorielle de la conjoncture actuelle.

août 2009 — Dépôt d'un projet de demandes sectorielles.

Septembre 2009 — Consultation des assemblées générales.

Octobre 2009 — Dépôt des demandes sectorielles et de la table centrale auprès de la partie patronale.

(Suite page 2)

Spécial
négo 2010

vrier lors d'un conseil syndical, une consultation locale appelée à rejoindre toutes et tous les membres. Votre délégué-e au Conseil syndical (ou votre CD le cas échéant) a présentement en main un questionnaire à partir duquel chaque département est appelé à cibler les priorités de ce qu'il entend voir débattu lors de la prochaine négo. C'est le 19 mars que les membres du *Comité de négociation et de mobilisation* seront en nos murs afin d'entendre les idées qui auront été amenées. C'est également ce remue-ménages qui permettra d'alimenter votre exécutif dans les discussions qu'il aura sur ce sujet lors des prochains regroupements de la FNEEQ.

Nous vous invitons à participer nombreuses et nombreux à ce premier exercice de réflexion vers la prochaine négo.

Une négo aux multiples enjeux
Premières données de conjoncture

Les prochains mois tournés vers l'identification des priorités qui commanderont nos demandes et nos stratégies, mais aussi vers celles de réalités plus larges, appelées à teinter le débat. L'analyse d'ensemble de la conjoncture est encore à parfaire, ce qui ne nous empêche pas de placer quelques données de départ pour nous aider à situer les choses.

L La recherche d'un front commun : pour une revalorisation des services publics

Pourquoi démarrer en 2009 la négociation d'une convention qui ne sera échue que le 1^{er} avril 2010? En partie parce que c'est à une démarche visant la mise en place d'un front commun des forces syndicales, basé sur des volontés communes, que nous nous activerons présentement. Dès aujourd'hui, un des

Quelles seront : vos demandes?

- augmentations salariales?
- ajouts d'ETC (i.e. plus de profs)?
- redéfinition des paramètres de la CI ?
- amélioration de la sécurité d'emploi (précarité, MED)?
- amélioration des avantages sociaux (congé, retraite, conciliation travail-famille...)?
- redéfinition de certaines dimensions de la profession enseignante (autonomie professionnelle, incidence des tâches connexes sur le travail, place des TICs...)?
- toute autre chose?

vos priorités?

Dans quel ordre de priorité classer ces demandes ?

vos attentes?

Quelles attentes avez-vous à l'endroit du Comité de négociation et de mobilisation de la FNEEQ?

Dans le contexte où la négociation de la convention 2005-2010 s'est terminée par un décret (loi 43), comment envisagez-vous la négociation à venir?

vos interrogations?

Quelles autres interrogations et commentaires suscitent chez vous cette mise en place d'une nouvelle négo ?

vecteurs centraux de cette démarche commune réside dans la nécessité d'une revalorisation d'ensemble des services publics au Québec, et dans la foulée d'une revalorisation de la place des travailleuses et des travailleurs qui y participent. Pareille recherche d'un front commun solide et soudé prend du temps et conduit donc en partie à bousculer le calendrier, dans le but avoué d'en venir idéalement à un règlement de la convention avant l'échéance des décrets (loi 43) en mars 2010. Afin de favoriser cette démarche de travail concertée, un protocole de non-maraudage entre les différentes organisations (CSN, FTQ et SISF) est d'ailleurs présentement sur la table (non-maraudage signifiant que les organisations s'engagent à ne pas tenter de convaincre

(Suite page 3)

Vers un cahier de demandes 2010
Voilà les questions que nous vous soumettons dans le questionnaire qui circulera, du 19 février au 19 mars, dans votre département.

Spécial
négo 2010

quelque syndicat que ce soit à se désaffilier en leur faveur).

2 La réappropriation d'un véritable pouvoir de négociation

À l'aube d'un nouveau round de négo, on ne peut pas faire fi des conditions dans lesquelles s'est conclue la dernière convention, marquée par un décret qui a à la fois imposé des conditions de travail, détourné le sens du mot « négociation » et contraint jusqu'en 2010 le droit de grève et de manifestation des employés de l'État. Dénoncée par le Bureau international du travail (BIT) de l'ONU, la loi 43 du gouvernement Charest a marqué les conditions de travail des dernières années et laissé des traces encore durables dans les esprits. Les stratégies que nous mettrons en place auront à se situer dans pareil contexte.

3 Sous un fond d'incertitude économique : la réalité et les discours

L'instabilité financière mondiale actuelle a ses effets sur la réalité économique quotidienne mais aussi sur les discours qu'elle engendre. Il y a quelques semaines à peine, en annonçant le contexte de récession qui atteint le Québec, Monique Jérôme-Forget prédisait des temps troubles dans le monde de la Santé et de l'Éducation : s'agit-il là du simple constat d'une réalité économique ou, déjà, des prémises de ce que pourrait être le discours qu'entend tenir le gouvernement, à quelques mois de la négociation dans le secteur public ? En pareille période de crise, le secteur public est souvent un des premiers boucs émissaires : on se rappellera qu'un des gestes du gouvernement Harper, dans son dernier budget de relance, a été de limiter — non par une convention mais bien par un budget ! — les augmentations salariales des employé-e-s de la fonction publique fédérale à 1,5%. Nul ne saurait décrire aujourd'hui la réalité socio-économique qui prévaudra dans les prochains mois, voire dans les prochaines semaines, mais force est de constater que le discours à venir risque d'être teinté des arguments et des justificatifs de la crise... ou, espérons-le, de la reprise...

4 La mise en place d'une relève: une place pour chacun-e dans le débat

Le collégial traverse actuellement une époque de renouvellement massif de son corps professoral : nombreux sont celles et ceux qui, parmi nous, vivront leurs premiers rounds de négociation de convention collective. Plusieurs piliers des dernières négos ont pris leur retraite depuis 2006, emportant avec eux une expérience et une mémoire des luttes qui ont conduit aux acquis actuels des conventions.

La négociation d'une convention collective ne s'appuie pas seulement sur des besoins ponctuels et changeants d'une négo à l'autre ; elle s'inscrit dans la poursuite et dans la foulée de revendications souvent nées de longue haleine et de longue expérience. Afin que chacune et que chacun puisse contribuer aux débats, il conviendra de s'assurer d'établir un contexte de discussion, de participation et, aussi, d'explication des enjeux dans lequel toutes et tous pourront trouver leur place.

5 Une négo sous le signe de la profession enseignante ? : faire reconnaître que notre tâche a augmenté

Aux lendemains de la dernière négo et conformément à nos demandes, un comité paritaire patronal-syndical était mis en place, ayant pour tâche de dresser le portrait réel de la profession enseignante : Enseigner au collégial... Portrait de la profession. Pour l'instant, les deux parties conviennent globalement que pareil document pourrait donner les balises de la prochaine négo.

Globalement est en effet le terme exact : le document en question dresse pour l'instant un portrait strictement descriptif de la profession enseignante, sans prise de position ni aveu que la tâche des professeur-e-s du collégial a, au fil des ans, connu des modifications menant à l'augmentation de la charge de travail. Concertation accrue amenée par les approches programmes, multiplication des tâches connexes et des rapports divers, transformation du profil des popula-

Spécial
négo 2010

tions étudiantes, etc. : un écart s'est inscrit au fil des ans entre la réalité *vécue* et décrite dans le rapport et la tâche *prescrite* dans la convention collective. **Un constat s'impose : la tâche des professeur-e-s du collégial a augmenté.**

Nous jugeons que pareil constat doit être reconnu dans une conclusion au rapport, à co-signer par les parties patronales et syndicales. Pour l'instant, et malgré la poursuite des travaux du comité en ce sens, la partie patronale, représentée par la Fédération des Cégeps, se refuse d'écrire pareille conclusion conjointe, indiquant qu'il devrait s'agir

là d'un objet de négociation. Pareille opinion nous a également été soumise par Yves Blouin, à qui nous demandions récemment de se prononcer sur le sujet.

Il n'y a pas donc de doute que pareil document, auquel il est essentiel de donner suite, pourrait devenir un élément central de la prochaine négociation.

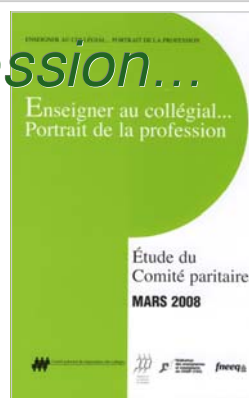
Pour l'heure, syndicalement et collectivement, il convient déjà de s'y attarder, ne serait-ce qu'afin de dégager les lignes de forces qui pourront guider le cahier de demandes que nous sommes présentement en train de mettre en place.

Ce qui a changé dans la profession...

Un court rappel des
grandes lignes du rapport

Au-delà de ce qui est stipulé dans les conventions collectives [...] on ne saurait prétendre que le travail attendu des enseignantes et des enseignants soit minimale [...] ni qu'il se limite à la seule prestation de cours.

Conseil supérieur de l'éducation, 1997



- ☑ **Élargissement du cadre de la pratique collégiale :** gestion de plans cadres, contribution au développement institutionnel, reddition de compte sous forme de plans et de rapports, participation à des activités de promotion ou de recrutement...
- ☑ **Incidence de l'approche programme sur**

 - le plan individuel :** gestion des contenus minimaux et des plans de cours communs, « transférabilité » et « arrimage » entre les pratiques, plans et rapports liés aux services professionnels rendus, obsession des taux de réussite...
 - le plan collectif :** dimension consensuelle qui « requiert de la fluidité dans les communications et une interaction importante entre toutes les personnes concernées par la gestion des programmes » (p. 16)...
- ☑ **Adaptation « aux besoins et aux caractéristiques d'une population étudiante de plus en plus hétérogène » :** âges, origines culturelles, troubles d'apprentissage...
- ☑ **Présence des TIC,** qui influencent notamment les choix didactiques et les méthodes pédagogiques, de même que la simple gestion au quotidien de la multiplicité des informations (courriels, MIO, etc.)...
- ☑ **Renouvellement des effectifs :** « compte tenu de la dimension collective [...], les enseignantes et les enseignants en place contribuent à l'intégration et à la formation de celles et de ceux qui entrent dans la profession » (p. 12)...

Spécial
négo 2010

Pour plus
d'informations sur
l'actualité de la
négo 2010



Ce tout dernier numéro de *Carnet collégial* sera bientôt dans votre casier.



Important

Pour toutes vos correspondances générales avec le syndicat, vous pouvez dorénavant utiliser l'adresse suivante :

localsyndical@spcfxg.qc.ca

Pour joindre directement un membre de l'exécutif :

Dominique Bélanger : **secretariatgeneral@spcfxg.qc.ca**
agentsyndical@cegep-fxg.qc.ca

Nicole Fortin : **information@spcfxg.qc.ca**

Pierre Mercure : **presidence@spcfxg.qc.ca**

François C. Robidoux : **relationsdutravail@spcfxg.qc.ca**

Marc Rochette : **pedagogie@spcfxg.qc.ca**

ww.spcfxg.qc.ca

Le mardi 10 février 2009

Un 5 à 7 des non-permanent-e-s

Quelques photos souvenirs du plus récent 5 à 7 des non-permanents qui a réuni pour l'occasion plus d'une vingtaine de nouveaux venus au Collège.

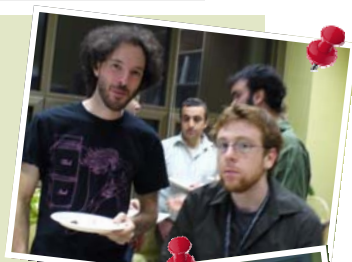
Signe des temps et des mutations que connaissent actuellement plusieurs de nos départements, ce sont majoritairement de « vrais nouveaux » qui se sont joints à l'événement, c'est-à-dire des professeur-e-s engagé-e-s depuis quelques semaines à peine (sinon quelques jours!) et qui, pour nombre d'en eux, en sont à leurs tout premiers pas dans l'enseignement. Nous leur souhaitons la bienvenue dans le métier!

D'ailleurs, Julie Martineau, représentante du comité précarité, prépare présentement une grande tournée afin de rencontrer chaque non-permanent-e, département par département, ce qui lui permettra d'aborder avec eux les préoccupations qui leur sont propres.

LA PRÉCARITÉ EN
QUESTIONS ET
RÉPONSES

Présentation présentée par le
Syndicat des professeur-e-s de
collège (SPCFXG)

Ajoutons que nous venons de créer un PowerPoint, répondant aux principales questions posées par les non-permanent-e-s à propos de la tâche, des congés, de la sécurité d'emploi, etc. et qui pourra s'avérer un outil précieux pour les nouvelles et nouveaux profs. Il sera bientôt mis en ligne sur votre site web syndical.



UNIES, MOBILISÉES ET CERTAINES D'AVANCER !



... et pour les mères étudiantes du collège



Vous pouvez dès maintenant vous procurer l'épinglette 2009, disponible au local syndical (F-1770) au coût de 2,50\$ l'unité.

Comme par le passé, nous tenons à ce que les fruits de la vente soient entièrement versés au comité « Parents aux études » du collège, qui permet d'offrir un soutien à des étudiantes et à des étudiants amenés à conjuguer travail scolaire et responsabilités parentales : aide pour le paiement de « gardienne » en période d'étude d'examen, organisation d'activités permettant de rompre l'isolement, etc. Le montant total ainsi amassé sera doublé par le syndicat.

Il s'agit d'un geste de reconnaissance et d'appui des professeur-e-s face aux situations économiques et familiales souvent précaires que vivent certaines étudiantes — et certains étudiants —, confrontées à une conciliation « étude-travail-famille » pas toujours évidente.

Bon an mal an, nous manquons souvent d'épinglettes : ce serait une bonne idée de ne pas trop tarder...

En période de crise, les acquis durement gagnés sont souvent fragilisés au nom d'impératifs financiers immédiats...

En période de crise, l'unité et la mobilisation sont particulièrement essentielles, et il convient de rester alertes afin de ne pas reculer, là où on avait avancé...

Placée sous le thème de la mobilisation, la Journée internationale de la femme 2009 veut mettre l'accent sur la lutte contre les discriminations que connaissent encore les femmes sur le marché du travail, et plus particulièrement sur la nécessaire conciliation travail-famille qui commande une plus grande flexibilité dans les milieux de travail.

La conciliation travail-famille ne touche pas seulement des femmes. Elle touche des jeunes travailleuses et travailleurs, souvent encore précaires et appelés à concilier travail et responsabilités à l'égard des jeunes enfants. Elle touche aussi, de plus en plus, toutes celles et tous ceux qui ont à prendre soin de parents vieillissants.

En cette journée du 8 mars 2009, c'est donc collectivement que nous sommes appelé-e-s à être mobilisé-e-s, afin que nos droits continuent d'avancer.

Forum social mondial 2009 : crise économique et éducation

Un autre monde est nécessaire!

Chronique no 21, février 2009

Texte produit par le comité école et société (FNEEQ)

Le comité *École et société* est formé de Marielle CAUCHY, (Saint-Laurent), Laval RIOUX (Univ. de Montréal), Yves SABOURIN (Édouard-Montpetit) et Claude VAILLANCOURT (André-Grasset).

Claude Vaillancourt est membre du Comité école et société de la FNEEQ et secrétaire général de l'association ATTAC-Québec. Avec l'appui des deux organisations, il a participé au dernier Forum social mondial (FSM) qui s'est déroulé à Belem en Amazonie au Brésil, du 27 janvier au 1^{er} février. Il nous livre ici un compte rendu qui s'intéresse en particulier aux discussions portant sur la crise économique et sur l'éducation.

Belem – le dimanche 1^{er} février — Comme pour les forums sociaux précédents, le parcours d'une participante ou d'un participant à Belem n'est pas des plus aisés. De plus, les activités se déroulent sur deux campus universitaires relativement éloignés l'un de l'autre. Il faut donc se dépêtrer parmi la surabondance d'ateliers offerts, des horaires changeants, des conférences annulées et des invités parfois absents! N'empêche, même s'il faut subir au passage le climat tropical de Belem avec son écrasante humidité et ses pluies abondantes, l'atmosphère reste excellente et les réflexions toujours aussi riches. Devant l'urgence de la situation et la nécessaire mobilisation face à la crise, se créent de nouvelles solidarités et se réaffirme une ferme volonté de travailler ensemble.

Peu d'ateliers ont porté sur l'éducation en particulier. Le sujet est abordé plus largement, comme un élément parmi d'autres dans l'analyse de problématiques générales telles le bien public et le bien commun, les services publics et surtout, les politiques à adopter face à la crise économique que nous traversons. Cette crise demeure sans aucun doute la principale préoccupation de ce forum.

La crise, encore la crise

Qualifiée de « systémique », la crise remet en question l'essence même du capitalisme et donne une importante occasion, par l'ampleur des drames qu'elle provoque, de repenser en profondeur le système économique qui s'est déployé au cours des trente dernières années.

Les choix politiques qui résulteront de cette crise toucheront nécessairement le secteur de l'éducation. Celui-ci, comme les autres services publics, pourrait faire les frais d'une crise mal gérée, ou profiter au contraire d'une restructuration majeure de l'économie. De nombreuses organisations, qui se sont mobilisées dans le passé en faveur des services publics, sentent aujourd'hui le besoin de faire le point sur leur stratégie.

Il est difficile présentement de prévoir les intentions des gouvernements. Poursuivront-ils leur politique de déréglementation et d'ouverture des marchés, au risque d'aggraver la situation? Ou par un pragmatisme élémentaire, seront-ils forcés d'adopter des mesures qu'ils rejetaient auparavant?

Tout laisse cependant croire que les gigantesques mesures d'aide aux banques ne vont pas dans la bonne direction. Elles pourront provoquer un endettement majeur des États, qui les lieront aux institutions mêmes qui ont créé le chaos. Si bien qu'on pourrait assister à ce scénario ironique d'une crise majeure du secteur financier au privé provoquant à terme la réduction des budgets consacrés aux services publics, dont l'éducation!

Les syndicats et le mouvement social doivent donc s'unir et proposer des alternatives. Ces dernières ne manquent pas et ont été formulées - quoique souvent de façon désordonnée - depuis la naissance des forums sociaux. Le défi consiste à les présenter de manière accessible et convaincante, pour forcer les dirigeants politiques à revoir les décisions nuisibles qu'ils semblent vouloir prendre.

Plusieurs de ces alternatives ciblent des aspects précis de l'économie : fiscalité progressive et internationale, réglementation des marchés financiers, contrôle public des banques, etc. En ce qui concerne l'éducation, l'objectif serait de la faire reconnaître comme un bien public essentiel et de la retirer de la sphère marchande. Ce projet n'est certes pas nouveau, mais de nombreux observateurs croient que l'échec de l'idéologie du tout au marché rend plus opportune que jamais la défense de ces principes fondamentaux.

(Suite page 8)

LE BULLETIN D'INFORMATION DU SYNDICAT DES PROFESSEUR-E-S DU COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU (FNEEQ (CSN))

www.spcfxg.qc.ca

Syndicat des professeur-e-s du Collège François-Xavier-Garneau
1640, boulevard de l'Entente,
Québec (Québec)
G1S 4S3

Téléphones :

(418) 527-1729 ou
(418) 688-8310 poste 2321

Télécopie : (418) 527-5717

Courriel :
localsyndical@spcfxg.qc.ca

ÉQUIPE ÉDITORIALE

RÉDACTION ET MISE EN PAGE : NICOLE FORTIN

COLLABORATEURS POUR CE NUMÉRO :
DOMINIQUE BÉLANGER,
PIERRE MERCURE,
FRANÇOIS C. ROBIDOUX
ET MARC ROCHETTE.

LE CONTENU DES TEXTES ENGAGE UNIQUEMENT LEURS AUTEUR-E-S

Ce bulletin est réalisé à l'aide du logiciel Microsoft® Office Publisher 2003.
La plupart des cliparts proviennent de www.stockillustrationsource.com (royalty free)

Éducation : libération ou contrôle?

Un séminaire sur l'éducation, organisé par *Alternatives*, a rassemblé une remarquable diversité d'enseignantes et d'enseignants, en provenance de quatre continents (seule l'Océanie n'avait pas de représentantes ou de représentants), avec des délégations relativement équivalentes. De très nombreux aspects du métier ont été abordés, marquant à quel point cette même profession peut être exercée de façon différente d'un pays à l'autre.

Très rapidement toutefois, une question centrale a été formulée : l'école actuelle est-elle un facteur de changements sociaux ou un instrument de contrôle social? Dans notre société québécoise, avec l'omniprésence des médias appartenant à une poignée d'entreprises, il est souvent aisé de considérer – ou d'espérer! — l'école comme un lieu de résistance et d'apprentissage de la pensée critique. Mais dans de nombreux pays — ceux du Sud, surtout —, l'école devient un lieu d'endoctrinement et les enseignantes et les enseignants servent de relais à la propagande officielle.

Le débat s'est animé lorsque des enseignants palestiniens ont décrit leur condition. La censure est permanente dans leurs écoles. Les professeurs jugés trop « patriotiques » sont congédiés. Les manuels scolaires doivent être conçus avec Israël et les États-Unis, dressant des portraits stéréotypés des Palestiniens et des Israéliens, les premiers étant menteurs et idiots, les seconds forts et intelligents. Ces propos ont été clairement confirmés par deux enseignants juifs israéliens présents dans la salle.

De nombreux autres problèmes ont été soulevés. En Afrique subsaharienne, l'utilisation d'auxiliaires d'enseignement, mal payés et non qualifiés, détériore grandement la qualité de l'éducation. Dans certains pays, comme l'Inde, l'école parvient difficilement à s'adapter à la diversité des langues et des religions, et n'arrive pas à s'établir comme inclusive. Au Brésil, dans certaines régions, notamment l'Amazonie, les écoles publiques sont si pauvres qu'elles ne parviennent pas à remplir leur rôle, ce qui accentue de façon marquée les écarts entre les riches, qui profitent de l'école privée, et les pauvres. Plusieurs se sont inquiétés de la façon dont les manuels scolaires réécrivent l'histoire et cachent des vérités essentielles. Et partout, les enseignantes et les enseignants subissent une forme de perte de contrôle du savoir, tant Internet et la télévision occupent désormais un rôle central dans la formation des élèves.

Un Forum social de l'éducation en Palestine?

Un forum social de l'éducation en Palestine? Voilà l'une des surprenantes propositions amenées lors du FSM à Belem. D'après Michel Lambert, responsable du projet pour *Alternatives*, un tel forum semble en mesure de se réaliser! De fructueuses rencontres entre une délégation palestinienne et le groupe organisateur du FSM ont permis de poser des jalons afin que l'événement ait bel et bien lieu.

Inutile de dire que ce forum aurait un impact considérable. Non seulement il contribuerait à sensibiliser davantage les populations aux difficultés vécues par les enseignantes et les enseignants palestiniens, mais il permettrait aussi d'aborder plus largement la situation palestinienne, l'éducation étant au cœur de l'organisation d'une société.

Rappelons que la FNEEQ s'était associée à *Alternatives* et à l'ONG palestinienne « *Teacher Creativity Center* » pour tenir une conférence sur les enjeux de la mondialisation, de l'éducation et du changement social en octobre 2004. L'appui de la FNEEQ à l'action démocratique palestinienne s'est ainsi ancré de manière plus forte encore. La présence de ressortissants étrangers sur le sol palestinien demeure un important geste de solidarité, surtout depuis les événements récents à Gaza. Certainement que l'appui d'une instance comme le FSM offrira une chance incroyable de tenir un événement majeur de solidarité, mais aussi un appui concret à toute approche véritable pour la paix dans cette région du monde.

Une volonté pragmatique de formuler des alternatives

Le FSM de Belem, comme les précédents, a donc été riche en débats de toutes sortes. Mais outre ces inévitables et stimulantes discussions, est apparue de façon systématique la volonté d'organiser de façon pragmatique la résistance et de formuler les alternatives. Dans la foulée de ce mouvement, le milieu de l'éducation, forcé ces dernières années à se défendre contre des agressions constantes visant une marchandisation progressive du secteur, pourra exposer publiquement et avec conviction

les valeurs qu'il sera nécessaire de développer. Au FSM de Belem, on ne dit plus « un autre monde est possible », mais « un autre monde est nécessaire ».